

par PIERRE RIGOULOT

Un bon colloque et de mauvaises raisons d'empêcher sa tenue

LE COLLOQUE DE L'INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE du 19 octobre 2016 a bien eu lieu. Pas seulement parce que ses organisateurs ont pu trouver un lieu pour qu'il se tienne malgré les bâtons que mirent dans ses roues quelques idéologues sectaires, mais parce que se retrouvèrent pour débattre ensemble huit intervenants et un public désireux d'éclaircir leurs hypothèses, désireux d'étayer ou de nuancer leurs conceptions.

De ce point de vue aussi, la lecture des actes du colloque que nous proposons dans ce numéro sera enrichissante. Pas une idée avancée n'a été épargnée lors des discussions ou durant les interventions. Ces mises en cause, elles-mêmes discutées par les uns et les autres, invitent plus à une nouvelle rencontre qui tiendrait compte des acquis de ce 19 octobre qu'au sentiment d'avoir rallié le public d'une réunion militante comme nos censeurs et ceux qui les ont inspirés nous en ont accusés avant même la tenue du colloque ! Les responsabilités personnelles de chacun dans cette affaire restent imprécises mais le

coup porté à notre rencontre annuelle ne saurait se justifier. Pour s'en persuader, on se reportera aux arguments échangés, publiés ci-dessous en une manière d'avant-propos aux actes du colloque.

Q*uant au sérieux de notre réflexion elle-même, on s'en convaincra aisément en revenant sur les thèmes majeurs abordés lors de notre rencontre maintenue le 19 octobre. Sans doute (ce fut l'un des points soulignés lors de la première intervention), l'individu soumis à un régime islamiste est nié dans son autonomie quotidienne et sa liberté critique car les autorités se veulent messagères d'une référence idéologique fondamentale – Dieu, le Coran, la charia – à laquelle il faut se soumettre, comme d'autres se référaient et se soumettaient à l'histoire ou à la race.*

S*ans doute aussi, dans l'islamisme comme dans le nazisme et le communisme, la visée est-elle universelle à défaut d'être universaliste. Mais l'intervention de Gérard Grunberg le montre bien, l'État n'a pas le même rôle dans le cas des deux premiers totalitarismes et dans celui de l'islamisme politique; et ni la place qu'ils accordent au Parti ou à son dirigeant, ni le rapport au passé, ni le rapport à une transcendance ne sont comparables. Un des moments les plus intenses de ce colloque fut sans doute la critique du concept de religion séculière.*

Ces différences suffisent-elles à gommer l'indéniable « air de famille » avec les totalitarismes que nous (re)connaissons mieux et qui prospéraient au moment de la naissance de l'islamisme, dans les années 1920-1930? C'est Bernard Bruneteau qui souligne l'intérêt d'une approche historico-génétique de l'islamisme politique, malgré le danger de vouloir ainsi le ramener à du déjà connu. Il ne se contente pas évidemment de rappeler la « co-incidence » de celui-ci avec le nazisme et le communisme et les échanges entre les trois systèmes, mais insiste sur sa dimension réactionnelle face à un déclin et une crise de sens des démocraties. Ses fondateurs pensaient en effet que le monde musulman pourrait échapper à ce déclin grâce à ce nouvel horizon qu'était le califat. Ils pensaient proposer ainsi une véritable alternative à la modernité occidentale, de la même façon que les totalitarismes communiste et nazi en avaient proposé une, mais au contenu évidemment très différent.

Les autres thèmes du colloque, en lien plus direct avec les problèmes politiques de l'expansion du phénomène islamiste en France, ne donnèrent pas lieu non plus à des réponses militantes simples.

Le concept d'islamophobie, passé sévèrement au crible par Jean-Gilles Malliarakis, fut ainsi mis en cause comme moyen d'empêcher justement une réflexion critique sur l'islam et l'islamisme, même si cette critique ne présentait aucun lien avec la xénophobie.

La tentative de certains groupes, en France et ailleurs, de rapprocher cette réflexion critique du blasphème joue-t-elle un rôle dans la timidité, relevée par Alain Laurent, d'une grande partie de l'Europe à défendre ses principes au nom d'une conception hypertrophiée de la tolérance? Il n'hésite pas à voir dans l'Europe, confrontée à l'islamisme, un « grand ventre mou », et en appelle à une « pensée de résistance » qui reste à organiser mais dans laquelle les musulmans laïques auraient évidemment toute leur place.

Le tableau proposé par Sylvain Boulouque des attitudes adoptées face à l'islamisme par les composantes de l'extrême gauche française ne contredira pas cette analyse, encore que ce n'est pas au nom de la tolérance que certains, dans cette mouvance, minimisent le danger islamiste, mais en fonction d'une chaîne de causalités qui trouvent leur origine évidemment dans le capitalisme – coupable, forcément coupable: du capitalisme à l'impérialisme, de l'impérialisme aux guerres coloniales ou néocoloniales, de ces guerres à la haine et aux réactions violentes comme le terrorisme.

Philippe Raynaud jouera avec ces débats et cette difficulté à prendre parti, par exemple sur la question des ressorts de la tentation totalitaire, opposant les positions de Gilles Kepel et celles d'Olivier Roy;

le premier soulignant l'extension de cette « pathologie de l'islam », de cette nouvelle sensibilité des musulmans dans « l'islam réellement existant » du monde entier, et soutenant qu'il y a, non pas identité entre l'islam et sa radicalisation, l'islamisme politique, mais un continuum entre l'un et l'autre ; le second affirmant que ce qui se passe dans le monde musulman est analogue à ce qui se passe en dehors de lui. Sauf que la haine du monde, la « radicalité », s'exprime dans des conditions modelées par la présence de l'islam et de l'islamisme réels. Il n'est donc pas sûr que la réalité perçue par Roy s'oppose si nettement que cela à celle dont Kepel cherche à rendre compte.

Si l'on peut douter que l'islamisme soit un totalitarisme à la manière du nazisme ou du communisme, il est indéniable que certains tenants du totalitarisme ont des sympathies pour l'islamisme radical, tel Ilitch Ramirez Sanchez, alias Carlos. Un fait à méditer plus qu'un argument. Procédant par petites touches, Philippe Raynaud, quant à lui, ne pousse pas trop loin l'analogie entre le révolutionnaire communiste et l'islamiste radical : l'application de la charia est à ses yeux un but moins utopique que le triomphe d'une race ou du communisme.

André Senik enfin, ne donne pas plus prise que les autres à l'accusation de « militantisme ». « Qu'est-ce qu'une démocratie libérale a le droit

d'exiger et d'interdire dans son rapport à une communauté particulière?», demande-t-il. Plurielle, composite, hétérogène, telle est la démocratie libérale. Mais jusqu'où doit-elle aller dans l'acceptation des particularismes? «Problème auquel on ne peut apporter de solution tranchée», répond-il, tout en soulignant la nécessité de «distinguer ce qui est tolérable de qui ne l'est pas». Considérant non seulement les lois et les institutions, mais aussi les mœurs et les manières, André Senik soutient que l'identité à laquelle doivent impérativement s'adapter les personnes issues de l'islam, ce sont les valeurs, principes et modes de vie de la démocratie libérale. S'adapter, dit-il. Pas embrasser.

***E**t de défendre donc l'idée d'intégration face à l'exigence d'assimilation prônée par d'autres, y compris dans le public présent. Bref. Un vrai colloque. Un bon colloque. Une étape dans notre réflexion. Qu'on me pardonne, je n'en décolère pas: rien ne justifiait donc la décision, la veille de la date fixée, de l'empêcher de se tenir.*

***S**euls les propos irresponsables de M^{me} Royal à La Havane sur l'absence de prisonniers politiques à Cuba pouvaient susciter une indignation comparable. C'est ce qu'on comprendra en lisant les quelques pages que nous publions sur le régime cubain dans ce numéro, en attendant, dans notre prochaine livraison, un dossier sur ces six décennies de castrisme.*